

Annual Report

Rapport Annuel

2024

TABLE DES MATIÈRES

TABLE OF CONTENTS

Message du Président Letter from the Chairman	4
Message du Vice-Président Letter from the Deputy Chairman	6
Conseil d'Administration et Direction Générale Board of Directors & General Management	10
Aperçu Historique Historical Overview	12
Rapport Financier Financial Report	16
Réseau du Groupe Group Network	34

01

Message du Président

Letter from the Chairman

Message du Vice-Président

Letter from the Deputy Chairman



MESSAGE DU PRÉSIDENT

Chers actionnaires, clients et collaborateurs,

Je suis fier de vous présenter le rapport annuel 2024 de Fransabank France, qui reflète notre résilience et notre détermination face à un contexte géopolitique et économique mondial complexe. L'Europe et le Moyen-Orient ont connu des bouleversements significatifs, mais notre établissement a su surmonter ces défis avec succès.

Résultats Financiers

- Les crédits à la clientèle ont augmenté de 4,7% pour atteindre 495,1 millions d'euros en 2024, contre 473 millions d'euros en 2023.
- Les dépôts clientèle ont progressé de 11,4% pour atteindre 678,6 millions d'euros en 2024, contre 609 millions d'euros en 2023.
- Le total du bilan a atteint 842,3 millions d'euros en 2024, en hausse de 11% par rapport à 2023.
- Le Produit Net Bancaire a augmenté de 3% pour atteindre 27,1 millions d'euros en 2024, contre 26,3 millions d'euros en 2023.
- Le résultat net a progressé de 6,2% pour atteindre 11,8 millions d'euros en 2024, contre 11,1 millions d'euros en 2023.

Gouvernance, Conformité et exigences réglementaires

Notre banque est engagée dans une démarche de bonne gouvernance et de conformité rigoureuse. Nous avons mis en place un dispositif LCB/FT robuste pour sécuriser notre activité et rassurer les autorités de tutelle.

Par ailleurs nos ratios réglementaires sont bien au-delà des seuils exigés: 20,6% pour le ratio de solvabilité et 736,4% pour le ratio de liquidité.

Investissement dans le capital humain

Nous avons renforcé nos équipes dans les différents départements de la Banque, afin de maintenir la qualité de service de notre personnel et sa réactivité vis-à-vis de notre clientèle, facteur clé de notre réussite commerciale.

Innovation technologique

L'année 2024 a été particulièrement riche en réalisations majeures et projets structurants dans le domaine informatique. Nous avons :

- Numérisé les dossiers réglementaires clients et mis en place une solution GED.
- Lancé le projet Digital et le projet DORA.
- Externalisé la messagerie vers Microsoft Office 365.
- Refondu notre architecture technique et durci les règles de sécurité.
- Réalisé des audits de configuration et d'architecture, ainsi qu'un test d'intrusion et une analyse complète des risques informatiques.

Remerciements

Je tiens à remercier l'ensemble des collaborateurs pour leur engagement et la qualité de leur travail. Je remercie également notre maison-mère Fransabank SAL, ainsi que notre actionnaire de référence BPCE, pour leur soutien continu, nos clients pour leur confiance et nos banques correspondantes pour leur fidélité.

La performance de notre banque en 2024 est rassurante, et je suis confiant en notre capacité à relever les défis futurs.

André Tyan
Président




MESSAGE FROM THE CHAIRMAN

> **ANDRÉ TYAN**

Président
Chairman

Dear shareholders, clients and staff,

I am proud to present Fransabank France's 2024 Annual Report, which reflects our resilience and determination in the face of a complex global geopolitical and economic context. Europe and the Middle East have witnessed significant upheavals, but our establishment has successfully overcome these challenges.

Financial results

- Customer loans increased by 4.7% to 495.1 million euros in 2024, compared to 473 million euros in 2023.
- Customer deposits rose by 11.4% to 678.6 million euros in 2024, up from 609 million euros in 2023.
- Total assets reached 842.3 million euros in 2024, up by 11% compared to 2023.
- Net Financial Income rose by 3% to 27.1 million euros in 2024, compared to 26.3 million euros in 2023.
- Net Profit registered 11.8 million euros in 2024, an increase of 6.2% compared to 11.1 million euros in 2023.

Governance, compliance and regulatory requirements

Our bank is committed to good governance and rigorous compliance. We have put in place a robust LCB/FT system to secure our business and reassure the regulatory authorities.

Moreover, our regulatory ratios are well above the required thresholds: 20.6% for the solvency ratio and 736.4% for the liquidity ratio.

Investment in human capital

We have reinforced our teams in the Bank's different departments, to maintain our staff's quality services and responsiveness to our customers, a key factor to our business success.

Technological innovation

The year 2024 was particularly marked by major achievements and infrastructure projects in the IT field. We have:

- Digitized customer regulatory files and implemented an EDM solution.
- Launched the Digital project and the DORA project.
- Outsourced messaging to Microsoft Office 365.
- Overhauled our technical architecture and tightened security rules.
- Carried out configuration and architecture audits, as well as an intrusion test and a complete IT risk analysis.

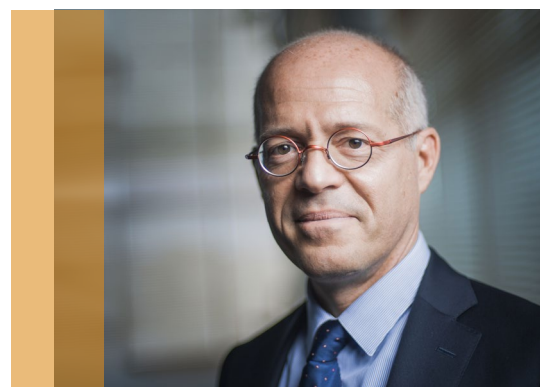
Acknowledgements

I would like to thank all our staff for their commitment and the quality of their work. I would also like to thank our parent company Fransabank SAL and our reference shareholder BPCE for their ongoing support, our customers for their trust and our correspondent banks for their loyalty.

Our bank's performance in 2024 is reassuring, and I am confident in our ability to meet future challenges.

André Tyan
Chairman





> JEAN-MARC DAUTRIAT

Vice-Président
Deputy Chairman

MESSAGE DU VICE-PRÉSIDENT

En 2024, Fransabank France a poursuivi son développement commercial et financier en affichant de très bons résultats caractérisés par une très bonne dynamique d'activité couplée à un dispositif robuste de gestion des risques et de conformité. Ces performances ont été réalisées dans un contexte géopolitique caractérisé par les conflits en Europe et au Moyen Orient et économique connoté par le mouvement de baisse des taux directeurs sur les marchés Euro et USD. Le Liban a traversé en 2024 une période politique et économique particulièrement difficile exacerbée par le conflit avec Israël ainsi que les événements géopolitiques intervenus au Moyen-Orient.

L'activité commerciale a été très dynamique, durant l'ensemble de l'exercice 2024, avec une hausse des crédits de 4,7%, qui atteignent 495 M€, ainsi qu'une hausse de dépôts significative de 11,4% atteignant 678,6 M€. Le total Bilan est en hausse de 11% et s'élève à 842,3 M€.

Ces performances commerciales accompagnées dans le même temps d'une évolution adaptée des charges d'exploitation et d'une maîtrise du coût du risque, ont permis d'afficher un résultat net exceptionnel de 11,8 M€, le plus élevé de l'histoire de l'établissement.

L'année 2024 a été marquée par la poursuite du renforcement des synergies avec l'actionnaire BPCE International ainsi que sa maison-mère BPCE SA à travers le développement des activités avec les filiales du Groupe, le renforcement de l'encadrement des fonctions régaliennes ainsi que l'intégration à la filière Contrôle permanent Groupe BPCE.

Elle a été marquée également par les réalisations majeures dans le domaine Informatique, permettant à la banque d'enrichir son Core Banking ainsi que les applications satellites, de se conformer aux exigences réglementaires de place et de lancer un projet structurant d'offre digitale à destination de ses clients.

Je me réjouis de ces très bonnes performances commerciales et financières affichées depuis plusieurs années et je m'associe aux félicitations de Monsieur le Président André Tyan. Je voudrais saluer à cette occasion la contribution majeure de l'ensemble des équipes au titre des belles réalisations de la banque en 2024, tant en termes de croissance, de performance que d'amélioration des processus de contrôle et, plus spécifiquement, de maîtrise des risques, sujet à propos duquel l'attention devra rester soutenue eu égard à l'environnement d'affaire spécifique dans lequel évolue Fransabank (France). La poursuite des travaux d'alignement de Fransabank (France) sur les meilleurs standards du Groupe BPCE devrait contribuer à consolider efficacement cette démarche. Je tiens également à remercier nos clients pour leur confiance et leur fidélité. Fransabank (France) reste attaché à ses engagements pour apporter, dans un environnement complexe, des services de qualité toujours plus adaptés aux besoins de ses clients.

Jean-Marc Dautriat
Vice-Président

LETTER FROM THE DEPUTY CHAIRMAN

In 2024, Fransabank France continued its commercial and financial development, posting very good results characterised by a strong business momentum coupled with a robust risk management and compliance system. This performance was achieved against a geopolitical backdrop characterised by conflicts in Europe and the Middle East, and an economic backdrop marked by the fall in key rates on the euro and US dollar markets. In 2024, Lebanon went through a particularly difficult political and economic period, exacerbated by the conflict with Israel and geopolitical events in the Middle East.

Commercial activity was very brisk throughout the 2024 financial year, with loans up 4.7% to €495m and deposits up a significant 11.4% to €678.6m. The balance sheet total rose by 11% to €842.3m.

These commercial performances, combined with tight control of expenses and the cost of risk, resulted in an exceptional net profit of €11.8m, the highest in the bank's history.

The year 2024 was marked by the continued strengthening of synergies with the shareholder BPCE International and its parent company BPCE SA through the development of activities with the Group's subsidiaries, the reinforcement of the management of sovereign functions and integration into the Groupe BPCE Permanent Control unit.

It was also marked by major achievements in the IT field, enabling the bank to enhance its core banking and satellite applications, comply with the regulatory requirements of the market and launch a project structuring a digital offering for its customers.

I am delighted with the excellent trends in our commercial and financial results over the last few years, and I would like to add my voice to the congratulations offered by the Chairman, André Tyan. I would like to take this opportunity to pay tribute to the major contribution made by all our teams to the Bank's fine achievements in 2024, both in terms of growth, performance and in terms of improving control processes and, more specifically, risk management, a subject on which we will have to continue to pay close attention given the specific business environment in which Fransabank (France) operates. Further work to align Fransabank (France) with the best standards of Groupe BPCE should help to consolidate this approach effectively. I would also like to thank our customers for their trust and loyalty. Fransabank (France) remains committed to providing quality services that are increasingly tailored to its customers' needs in a complex environment.

Jean-Marc Dautriat
Deputy Chairman

02

Conseil d'administration et Direction Générale

Board of Directors & General Management

Aperçu Historique

Historical Overview



CONSEIL D'ADMINISTRATION

(AU 31 DÉCEMBRE 2024)

> PRÉSIDENT**André Tyan****> VICE-PRÉSIDENT****Jean-Marc Dautriat**

Directeur Général de BPCE International

> ADMINISTRATEURS**Adel Kassar**

Directeur Général Adjoint exécutif de Fransabank S.A.L.

Adnan Kassar (Président d'honneur)**Fransabank S.A.L.**

Représentée par

Nabil Kassar

Directeur Général Adjoint de Fransabank S.A.L.

BPCE International

Représentée par

Cristel Guillain

Directrice au sein de la Direction des Ressources Humaines de NATIXIS

Walid DaoukMembre du Barreau de Beyrouth
Administrateur de Fransabank SAL**Georges Andraos**Directeur Général Adjoint de Fransabank SAL
Responsable de la division internationale**Sylvain Petit**

Directeur de la stratégie Groupe BPCE

Henri de Courtivron

Administrateur indépendant de Fransabank SAL

DIRECTION GÉNÉRALE**Michel Mehanna**

Directeur Général

Firas Azzi

Directeur Général Adjoint

> COMMISSAIRES AUX COMPTES**Valéry Foussé**

KPMG Audit

Jehanne Garrait

BATT Audit

BOARD OF DIRECTORS

(AT DECEMBER 31, 2024)

> CHAIRMAN**André Tyan****> DEPUTY CHAIRMAN****Jean-Marc Dautriat**

General Manager of BPCE International

> DIRECTORS**Adel Kassar**Executive Deputy General Manager
of Fransabank SAL**Adnan Kassar (Honorary Chairman)****Fransabank S.A.L.**

Represented by

Nabil Kassar

Deputy General Manager of Fransabank S.A.L.

BPCE International

Represented by

Cristel Guillain

HR Director of NATIXIS

Walid DaoukMember of the Beirut Bar Association
Member of the Board of Directors of Fransabank SAL**Georges Andraos**Deputy General Manager
Head of International Banking Division of Fransabank SAL**Sylvain Petit**

Strategy Manager of Groupe BPCE

Henri de CourtivronIndependent member of the Board of Directors of
Fransabank SAL**GENERAL MANAGEMENT****Michel Mehanna**

General Manager

Firas Azzi

Deputy General Manager

> AUDITORS**Valéry Foussé**

KPMG Audit

Jehanne Garrait

BATT Audit

APERÇU HISTORIQUE

> FRANSABANK SAL



Héritière en ligne directe de la première banque française installée au Liban en 1921, Fransabank SAL détient la première place sur la liste des banques agréées au Liban.

Banque universelle au service des particuliers ainsi que des entreprises clientes au Liban, Fransabank SAL a également consolidé son réseau international à travers sa présence dans cinq pays : le Liban, la France, l'Algérie, le Soudan et la Côte d'Ivoire.

Partenaire privilégié de Fransabank (France) S.A. depuis sa création en 1984, avec une participation de 79% dans son capital, Fransabank S.A.L. lui apporte tout le soutien logistique ainsi que les relations commerciales nécessaires au développement de sa filiale française, confirmant ainsi Fransabank (France) S.A. dans son rôle de trait d'union entre la France et le Liban, et, au-delà, entre les différents pays de l'ensemble du bassin méditerranéen et de l'Afrique de l'Ouest où la diaspora libanaise est très présente et active.

> GROUPE BPCE



Le Groupe BPCE, deuxième groupe bancaire en France, est né de la fusion en 2009 de leurs organes centraux Banque Populaire et Caisse d'Épargne. Le Groupe BPCE et ses 103 000 collaborateurs sont au service de 35 millions de clients dans le monde, particuliers, professionnels, entreprises, investisseurs et collectivités locales. Il est présent dans la banque de proximité et l'assurance en France avec ses deux grands réseaux coopératifs Banque Populaire et Caisse d'Épargne.

Avec les 14 Banques Populaires dont 2 Banques Populaires nationales affinitaires, CASDEN et le Crédit coopératif, les 15 Caisses d'Épargne, Natixis, la Banque Palatine, Oney, il propose à ses clients une offre complète de produits et de services. Il déploie également au niveau mondial les métiers de gestion d'actifs et de fortune, avec Natixis Investment Managers, et de banque de grande clientèle avec Natixis Corporate & Investment Banking.

Le Groupe BPCE a bâti avec succès un modèle de banque coopérative universelle autour de marques fortes et reconnues, proches de leurs clients. Fidèle à son statut coopératif, le groupe les accompagne dans leurs projets et construit avec eux une relation dans la durée, contribuant ainsi à plus de 21 % du financement de l'économie française.

En pleine capacité d'accélérer son développement dans un environnement où les attentes sont profondes en termes de proximité, d'accompagnement et de confiance, le Groupe BPCE a ouvert en 2024 un nouveau chapitre de son histoire en lançant son projet stratégique VISION 2030. Traçant les grandes priorités stratégiques du groupe et de ses métiers d'ici à 2030, ce projet est résolument tourné vers la croissance et la diversification de ses activités.

HISTORICAL OVERVIEW

> FRANSABANK SAL



Fransabank SAL is a direct descendant of the first French bank ever founded in Lebanon in 1921, and holds the number one on the list of authorised banks in Lebanon.

The bank has developed into a banking and financial group offering a wide range of banking products and services to the Lebanese community.

A universal bank serving both individual and corporate customers in Lebanon, Fransabank SAL has also consolidated its international network through its presence in five countries: Lebanon, France, Algeria, Sudan and Côte d'Ivoire.

As a privileged partner of Fransabank (France) S.A. since its creation in 1984, with a 79% ownership, Fransabank S.A.L. provides all the logistical support and commercial relations necessary for the development of its French subsidiary, thus confirming Fransabank (France) S.A. in its role as a link between France and Lebanon, and beyond, between the various countries of the Mediterranean basin and West Africa where the Lebanese diaspora is very present and active.

> GROUPE BPCE



Groupe BPCE, France's second-largest banking group, was created in 2009 through the merger of the central bodies of Banque Populaire and Caisse d'Épargne. Groupe BPCE and its 103,000 employees serve 35 million customers worldwide, including individuals, professionals, companies, investors and local authorities. It is present in retail banking and insurance in France with its two major cooperative networks Banque Populaire and Caisse d'Épargne.

Working through its 14 Banque Populaire banks, including 2 national affinity Banque Populaire, CASDEN and Crédit Coopératif, 15 Caisse d'Épargne, in addition to Natixis, Banque Palatine and Oney, Groupe BPCE offers its customers a complete range of products and services. It also deploys its asset and wealth management activities worldwide, with Natixis Investment Managers, and its corporate banking activities with Natixis Corporate & Investment Banking.

Groupe BPCE has successfully built a universal cooperative banking model around strong, recognised brands that are close to their customers. True to its cooperative status, the Group supports its customers in their projects and builds long-term relationships with them, thus contributing to more than 21% of the financing of the French economy.

The Group is fully capable of accelerating its development in an environment where expectations are high in terms of proximity, support and trust. With its new strategic plan "BPCE 2024", the Group is starting a new chapter in its history with the launch of its Vision 2030 strategic plan. Outlining the major strategic priorities of the Group and its business lines between now and 2030, this plan is resolutely focused on growth and on the diversification of its activities.

03

Rapport Financier

Financial Report



RAPPORT FINANCIER

BILAN au 31 Décembre 2024

> ACTIF (en milliers d'euros)	2024	2023
Caisse, Banques centrales, C.C.P.	178 600	107 608
Effets Publics et Valeurs Assimilées	0	0
Créances sur les établissements de crédit	159 061	173 286
Opérations avec la clientèle	495 091	472 981
Participations et autres titres détenus à long terme	243	234
Immobilisations incorporelles	1 406	998
Immobilisations corporelles	2 342	202
Autres actifs	5 213	3 071
Comptes de régularisation	308	593
TOTAL DE L'ACTIF	842 264	758 974

> PASSIF (en milliers d'euros)	2024	2023
Dettes envers les établissements de crédit	59 884	56 049
Opérations avec la clientèle	678 641	608 960
Autres passifs	5 340	4 459
Comptes de régularisation	2 284	2 339
Provisions	1 752	1 422
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	0	0
Capitaux propres hors FRBG	94 363	85 747
- Capital souscrit	50 458	50 458
- Primes d'émission	2 754	2 754
- Réserves	2 270	1 716
- Report à nouveau	27 107	19 736
- Résultat de l'exercice	11 774	11 083
TOTAL DU PASSIF	842 264	758 974

FINANCIAL REPORT

BALANCE SHEET as at 31st December, 2024

> ASSETS (in thousands of euros)	2024	2023
Cash, Central Banks, postal office	178,600	107,608
Treasury notes and assimilated securities	0	0
Deposits with banks and financial institutions	159,061	173,286
Customers' transactions	495,091	472,981
Long term participations and stocks	243	234
Intangible fixed assets	1,406	998
Tangible fixed assets	2,342	202
Other assets	5,213	3,071
Regularization accounts	308	593
TOTAL ASSETS	842,264	758,974

> LIABILITIES (in thousands of euros)	2024	2023
Amounts due to banks	59,884	56,049
Customers' accounts	678,641	608,960
Other liabilities	5,340	4,459
Regularization accounts	2,284	2,339
Provisions for contingencies and charges	1,752	1,422
Fund for general banking risks (FGBR)	0	0
Shareholders' equity without FGBR	94,363	85,747
- Share capital	50,458	50,458
- Share premium	2,754	2,754
- Reserves	2,270	1,716
- Retained earnings	27,107	19,736
- Year's profit	11,774	11,083
TOTAL LIABILITIES	842,264	758,974

RAPPORT FINANCIER

> HORS BILAN (en milliers d'euros)	2024	2023
Engagements donnés		
- Engagements de financement	44 600	41 825
- Engagements de garantie	55 196	44 112
Engagements reçus		
- Engagements de financement	0	0
- Engagements de garantie	21 664	23 733

> COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	2024	2023
Intérêts et produits assimilés	47 419	42 735
Intérêts et charges assimilés	(23 085)	(18 864)
Commissions (produits)	2 681	2 909
Commissions (charges)	(283)	(222)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	409	486
Autres produits d'exploitation bancaire	5	0
Autres charges d'exploitation bancaire	(59)	(789)
PRODUIT NET BANCAIRE	27 088	26 256
Charges générales d'exploitation	(8 561)	(7 276)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(410)	(349)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	18 117	18 632
Coût du risque	(1 805)	(3 400)
RESULTAT D'EXPLOITATION	16 312	15 232
Résultat exceptionnel	0	4
Impôt sur les bénéfices	(4 538)	(4 153)
Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	0	
RESULTAT NET	11 774	11 083

FINANCIAL REPORT

> CONTINGENT LIABILITIES (in thousands of euros)	2024	2023
Commitments given		
- Financing commitments	44,600	41,825
- Guarantee commitments	55,196	44,112
Commitments received		
- Financing commitments	0	0
- Guarantee commitments	21,664	23,733

> INCOME STATEMENT (in thousands of euros)	2024	2023
Interest and similar income	47,419	42,735
Interest and similar expenses	(23,085)	(18,864)
Commissions (income)	2,681	2,909
Commissions (expenses)	(283)	(222)
Profit or loss on negotiable portfolio transactions	409	486
Other banking operating income	5	0
Other banking operating expenses	(59)	(789)
NET BANKING INCOME	27,088	26,256
General operating expenses	(8,561)	(7,276)
Depreciation and provisions for tangible and intangible fixed assets	(410)	(349)
GROSS OPERATING INCOME	18,117	18,632
Cost of risks	(1,805)	(3,400)
OPERATING INCOME	16,312	15,232
Exceptional profit or loss	0	4
Income tax	(4,538)	(4,153)
Regulated provisions allocation	0	
PROFIT OR LOSS FOR THE FINANCIAL YEAR	11,774	11,083

RAPPORT FINANCIER

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de la société FRANSABANK (France) S.A.,

> OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société FRANSABANK (France) S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

> FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

> JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS - POINTS CLÉS DE L'AUDIT

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

FINANCIAL REPORT

STATUTORY AUDITORS' REPORT ON THE FINANCIAL STATEMENTS

For the year ended 31st december 2024

To Assemblée Générale of FRANSABANK (France) S.A.,

> OPINION

In compliance with the engagement entrusted to us by your general assembly we have audited the accompanying financial statements of Fransabank (France) S.A. for the year ended 31st december 2024.

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the assets and liabilities and of the financial position of the Company as at 31st december 2024 and of the results of its operations for the year then ended in accordance with French accounting principles.

The audit opinion expressed above is consistent with our report to the Audit Committee.

> BASIS FOR OPINION

Audit Framework

We conducted our audit in accordance with professional standards applicable in France. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Our responsibilities under those standards are further described in the "Statutory Auditors' Responsibilities for the Audit of the Financial Statements" section of our report.

Independence

We conducted our audit engagement in compliance with independence requirements of the French Commercial Code (code de commerce) and the French Code of Ethics (code de déontologie) for statutory auditors for the period from 1st january 2024 to the date of our report and specifically we did not provide any prohibited non-audit services referred to in Article 5(1) of Regulation (EU) No 537/2014.

> JUSTIFICATION OF ASSESSMENTS - KEY AUDIT MATTERS

In accordance with the requirements of Articles L.821-53 and R.821-180 of the French Commercial Code (code de commerce) relating to the justification of our assessments, we inform you of the key audit matters relating to risks of material misstatement that, in our professional judgment, were of most significance in our audit of the financial statements of the current period, as well as how we addressed those risks.

These matters were addressed in the context of our audit of the financial statements as a whole, and in forming our opinion thereon, and we do not provide a separate opinion on specific items of the financial statements.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

> RISQUE DE CRÉDIT: DÉPRÉCIATION INDIVIDUELLE DES DOSSIERS DE CRÉDITS

Risque identifié:

La banque est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts.

Votre banque constitue des dépréciations destinées à couvrir les risques avérés de pertes. Celles-ci sont déterminées sur base individuelle. Elles sont fondées sur des paramètres réglementaires ou spécifiques ainsi que sur des paramètres tenant compte de situations macro-économiques et géopolitiques susceptibles d'affecter les portefeuilles de crédits. Ces dépréciations constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement. Les éléments de jugement incluent notamment des hypothèses relatives à l'évolution des situations patrimoniales des débiteurs, parfois situés dans des zones géographiques à hauts risques.

L'évaluation des provisions requiert l'exercice de jugement pour la classification des expositions (encours non douteux ou douteux) ou pour la détermination des flux futurs recouvrables et des délais de recouvrement. Compte-tenu de l'importance du jugement dans la détermination de ces dépréciations, nous avons considéré que l'estimation des dépréciations destinées à couvrir les risques avérés de pertes sur les crédits, constituait un point clé de notre audit.

Au 31 décembre 2024, les dépréciations individuelles sur les encours douteux de crédits s'établissaient à 18 827 K€ pour un encours brut de 22 258 K€. Le coût du risque sur l'exercice 2024 s'établit à -1 805 K€ (dont 240 K€ de dotation pour provision générale). La note 3.c. « Créances sur les établissements de crédit et la clientèle - Engagements par signature » des principes et méthodes comptables ainsi que les notes 3. « Opérations avec la clientèle », note 9 « Provisions », note 12 « Informations sur le risque de crédit » et 19 « Coût du risque » exposent les informations requises dans l'annexe aux comptes annuels.

Notre approche d'audit:

Nos travaux ont principalement consisté à:

- Tester l'efficacité opérationnelle du dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle ;
- Apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles et douteuses, du processus de revue de crédit et du dispositif de valorisation des garanties ;
- Réaliser des analyses contradictoires des estimations de pertes prévisionnelles couvertes par des provisions sur les dossiers déclassés en douteux ;
- Apprécier le caractère approprié des informations présentées dans les notes annexes.

STATUTORY AUDITORS' REPORT ON THE FINANCIAL STATEMENTS

> CREDIT RISK: INDIVIDUAL CREDIT IMPAIRMENT

Identified Risk:

The bank is exposed to credit and counterparty risks. These risks arise from the inability of its clients or counterparties to meet their financial obligations, particularly in lending activities.

Your bank sets up impairments to cover proven loss risks. These impairments are determined individually. They are based on regulatory or specific parameters, as well as parameters that take into account macroeconomic and geopolitical situations that may affect credit portfolios. These impairments are a significant estimate for financial statements and require judgment. Judgment factors include assumptions about the financial situations of debtors, sometimes located in high-risk geographical areas.

The assessment of provisions requires judgment in classifying exposures (non-doubtful or doubtful balances) or determining future recoverable cash flows and recovery periods. Given the importance of judgment in determining these impairments, we considered estimating impairments to cover proven credit losses as a key point in our audit.

As of December 31, 2024, individual impairments on doubtful credit balances amounted to €18,827K for a gross balance of €22,258K. The cost of risk for the year 2024 was €-1,805K (including €240K for general provisions). For more details on accounting principles and exposures, refer to Note 3.c. "Loans to credit institutions and customers - Commitments by signature" in the accounting principles and methods, Note 3. "Operations with customers," Note 9 "Provisions," Note 12 "Credit risk information," and Note 19 "Cost of risk" in the annex to the annual accounts.

Our audit approach:

Our work mainly consisted in:

- Test the operational effectiveness of the control system for identifying exposures, monitoring credit and counterparty risks, assessing the risk of non-recovery and determining the related impairment and provisions on an individual basis;
- Assess the quality of the system for monitoring sensitive and doubtful counterparties, the credit review process and the system for valuing guarantees;
- Carry out contradictory analyses of estimated losses covered by provisions on files downgraded to doubtful;
- Assess the appropriateness of the information presented in the notes to the financial statements.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

> VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil consacré au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

> AUTRES VÉRIFICATIONS OU INFORMATIONS PRÉVUES PAR LES TEXTES LÉGAUX ET RÉGLEMENTAIRES

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société FRANSABANK (France) S.A. par l'assemblée générale du 20 avril 2008 pour le cabinet KPMG S.A. et du 13 juillet 2020 pour le cabinet BATT AUDIT.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. était dans la 17^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet BATT AUDIT dans la 5^{ème} année.

> RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

STATUTORY AUDITORS' REPORT ON THE FINANCIAL STATEMENTS

> SPECIFIC VERIFICATIONS

We have also performed, in accordance with professional standards applicable in France, the specific verifications required by laws and regulations.

We have no matters to report as to the fair presentation and the consistency with the financial statements of the information given in the management report of the Board of Directors and in the other documents with respect to the financial position and the financial statements provided to Shareholders.

We attest the fair presentation and the consistency with the financial statements of the information relating to payment deadlines mentioned in Article D.441-6 of the French Commercial Code (Code de commerce).

Report on corporate governance

We attest that the Board of Directors report on corporate governance sets out the information required by [Articles L.225-37-4 of the French Commercial Code.

> OTHER VERIFICATIONS AND DISCLOSURES REQUIRED BY LAW AND REGULATIONS

Appointment of the Statutory Auditors

We were appointed as statutory auditors for FRANSABANK (France) S.A. by the general assembly on April 20, 2008, for KPMG S.A., and on July 13, 2020, for BATT Audit.

As of December 31, 2024, KPMG S.A. had been in its 17th uninterrupted year of service, while BATT Audit was in its 5th year.

> RESPONSIBILITIES OF MANAGEMENT AND THOSE CHARGED WITH GOVERNANCE FOR THE FINANCIAL STATEMENTS

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with French accounting principles and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Company's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless it is expected to liquidate the Company or to cease operations.

The Audit Committee is responsible for monitoring the financial reporting process and the effectiveness of internal control and risks management systems and where applicable, its internal audit, regarding the accounting and financial reporting procedures.

The financial statements were approved by board of directors.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

> RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Comité d'Audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes

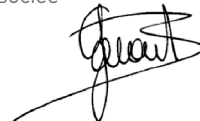
Paris La Défense, le 30 avril 2025
KPMG S.A.

Valéry Foussé
Associé



Paris, le 30 avril 2025
BATT Audit

Jehanne Garrait
Associée



STATUTORY AUDITORS' REPORT ON THE FINANCIAL STATEMENTS

> STATUTORY AUDITORS' RESPONSIBILITIES FOR THE AUDIT OF THE FINANCIAL STATEMENTS

Objectives and audit approach

Our role is to issue a report on the financial statements. Our objective is to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with professional standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As specified in Article L.821-55 of the French Commercial Code (code de commerce), our statutory audit does not include assurance on the viability of the Company or the quality of management of the affairs of the Company.

As part of an audit conducted in accordance with professional standards applicable in France, the statutory auditor exercises professional judgment throughout the audit and furthermore:

- Identifies and assesses the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, designs and performs audit procedures responsive to those risks, and obtains audit evidence considered to be sufficient and appropriate to provide a basis for his opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtains an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the internal control.
- Evaluates the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management in the financial statements.
- Assesses the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Company's ability to continue as a going concern. This assessment is based on the audit evidence obtained up to the date of his audit report. However, future events or conditions may cause the Company to cease to continue as a going concern. If the statutory auditor concludes that a material uncertainty exists, there is a requirement to draw attention in the audit report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are not provided or inadequate, to modify the opinion expressed therein.
- Evaluates the overall presentation of the financial statements and assesses whether these statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

Report to the Audit Committee

We submit to the Audit Committee a report which includes in particular a description of the scope of the audit and the audit program implemented, as well as the results of our audit. We also report, if any, significant deficiencies in internal control regarding the accounting and financial reporting procedures that we have identified.

Our report to the Audit Committee includes the risks of material misstatement that, in our professional judgment, were of most significance in the audit of the financial statements of the current period and which are therefore the key audit matters that we are required to describe in this report.

We also provide the Audit Committee with the declaration provided for in Article 6 of Regulation (EU) N° 537/2014, confirming our independence within the meaning of the rules applicable in France such as they are set in particular by Articles L.821-27 to L.821-34 of the French Commercial Code (code de commerce) and in the French Code of Ethics (code de déontologie) for statutory auditors. Where appropriate, we discuss with the Audit Committee the risks that may reasonably be thought to bear on our independence, and the related safeguards.

The statutory auditors
French original signed by

Paris la Défense, 30th April 25
KPMG S.A.

Valéry Foussé
Partner



Paris, 30th April 2025
BATT Audit

Jehanne Garrait
Partner



RAPPORT FINANCIER

TEXTE DES RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 30 MAI 2025

Première résolution

Après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration et du rapport général des Commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2024, l'Assemblée générale approuve les comptes annuels arrêtés à cette date, se soldant par un bénéfice de 11 774 206,800 €.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Cette résolution est adoptée par consultation écrite à l'unanimité des actionnaires.

Deuxième résolution

L'Assemblée générale approuve, dans les conditions du dernier alinéa de l'article L.225-38 du Code de commerce, chacune des conventions visées par les dispositions de l'article L.225-38 du même code, autorisées par le Conseil d'administration et mentionnées dans le rapport spécial des Commissaires aux comptes.

Cette résolution est adoptée par consultation écrite à l'unanimité des actionnaires.

Troisième résolution

L'Assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration décide d'affecter le résultat net bénéficiaire comme suit :

- Résultat de l'exercice 2024:	+ 11 774 206, 800 €
- Dotation à la réserve légale (5%):	- 558 710, 340 €
- Distribution de Dividendes (50%):	- 5 592 748, 230 €
- Le solde en report à nouveau:	5 592 748, 230 €

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale rappelle qu'il a été distribué les dividendes suivants au titre des trois derniers exercices, ainsi que le détaille le tableau ci-après:

EXERCICES	DIVIDENDE NET (VERSÉ EN N AU TITRE DE N-1)	IMPÔT DÉJÀ VERSÉ (AVOIR FISCAL)	REVENU GLOBAL (N-1)
2021	0 €	NA	0 €
2022	0 €	NA	0 €
2023	0 €	NA	0 €
2024	3 158 730,282 €	NA	11 083 264,150 €

Cette résolution est adoptée par consultation écrite à l'unanimité des actionnaires.

Quatrième résolution

Après lecture du rapport prévu à l'article 266 (Politique et pratique de rémunération des personnes définies à l'article L.511-71 du code monétaire et financier) de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque, l'Assemblée générale émet un avis favorable sur le montant de l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2024 aux personnes visées à l'article L.511-71 du Code Monétaire et Financier, lequel s'établit à 1 042 128 euros.

Cette résolution est adoptée par consultation écrite à l'unanimité des actionnaires.

FINANCIAL REPORT

RESOLUTIONS VOTED DURING THE SHAREHOLDERS' GENERAL MEETING HELD ON 30 MAY 2025

First resolution

Having heard the board of directors' report and the auditors' report for the financial year ending 31st December 2024, the General Meeting approves the annual accounts as at this date showing a profit of € 11,774,206.800.

It also approves the operations reflected by these accounts or summarized in these reports.

This resolution is approved by unanimous written consultation of the shareholders.

Second resolution

In accordance with article L 225-38 of the commercial code and under the conditions of the last paragraph of article L 225-40, the General Meeting approves each of the agreements authorized by the board of directors and presented in the auditors' special report.

This resolution is approved by unanimous written consultation of the shareholders.

Third resolution

The General Meeting, on the proposal of the Board of Directors decides to allocate the net profit as follows:

- Year's profit 2024:	€ 11,774,206.800
- Allocation to the legal reserve (5%):	€ - 558,710.340
- Dividend Distribution (50%):	€ - 5,592,748.230
- The balance to the retained earnings:	€ 5,592,748.230

In accordance with the law, the General Meeting notes that the following dividends have been distributed in respect of the last three financial years, as detailed in the table below:

FINANCIAL YEARS	NET DIVIDENDS (PAID IN N FOR N-1)	TAX ALREADY PAID (TAX CREDIT)	TOTAL INCOME (N-1)
2021	0 €	NA	0 €
2022	0 €	NA	0 €
2023	0 €	NA	0 €
2024	3,158,730.282 €	NA	11,083,264.150 €

This resolution is approved by unanimous written consultation of the shareholders.

Fourth resolution

After reading the report provided for in Article 266 (Policy and practice of remuneration of persons defined in Article L.511-71 of the Monetary and Financial Code) of the Order of November 3, 2014 on internal control in companies in the banking sector, the General Meeting issues a favorable opinion on the total amount of remuneration of all kinds paid during fiscal 2024 to persons referred to in Article L.511-71 of the Monetary and Financial Code, which amounts to €1,042,128.

This resolution is approved by unanimous written consultation of the shareholders.

RAPPORT FINANCIER

TEXTE DES RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 30 MAI 2025

Cinquième résolution

L'Assemblée générale approuve l'enveloppe globale annuelle allouée à la rémunération des membres du Conseil d'Administration, soit la somme de 185 000 euros au titre de l'exercice 2025.

Cette résolution est adoptée par consultation écrite à l'unanimité des actionnaires.

Sixième résolution

L'Assemblée générale donne aux administrateurs et aux Commissaires aux comptes, quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée par consultation écrite à l'unanimité des actionnaires.

Septième résolution

L'Assemblée générale, constatant que l'ensemble des mandats des administrateurs prennent fin à l'issue de la présente assemblée statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024, nomme en qualité d'administrateurs à compter de ce jour et pour une durée de six ans expirant à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire appelée à statuer en 2031 sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2030 Messieurs André Tyan, Jean-Marc Dautriat, Adel Kassar, Walid Daouk, Georges Andraos, Sylvain Petit, Henri le Compasseur Crequi Montfort de Courtivron, ainsi que Fransabank SAL et BPCE International (...)

Cette résolution est adoptée par consultation écrite à l'unanimité des actionnaires.

Huitième résolution

L'Assemblée générale confère au porteur des copies ou extraits du procès-verbal constatant ces résolutions, tout pouvoir en vue de l'accomplissement des formalités légales.

Cette résolution est adoptée par consultation écrite à l'unanimité des actionnaires.

PUBLICATION RELATIVE AUX COMPTES BANCAIRES INACTIFS

Les articles L. 312-19 et L. 312-20 du Code monétaire et financier issus de la loi n°2014-617 du 13 juin 2014 relative aux comptes bancaires inactifs et aux contrats d'assurance vie en déshérence, dite loi Eckert, entrée en vigueur le 1er janvier 2016, imposent à chaque établissement de crédit de publier annuellement des informations sur les comptes bancaires inactifs.

Sur l'année 2024, 1 compte bancaire inactif a été clôturé et le montant total des dépôts réalisés auprès de la Caisse des dépôts et consignations est de 8 516,90 euros.

À fin décembre 2024, 3 comptes bancaires étaient recensés inactifs pour un montant total estimé à 672 530,95 euros.

FINANCIAL REPORT

RESOLUTIONS VOTED DURING THE SHAREHOLDERS' GENERAL MEETING HELD ON 30 MAY 2025

Fifth resolution

The General Meeting decides to set the total annual remuneration to be allocated to the members of the Board of Directors at € 185,000 for the 2025 financial year.

This resolution shall be approved by unanimous written consultation of the shareholders.

Sixth resolution

The Annual General Meeting discharges the Directors and Statutory Auditors in the performance of their duties for the year ended.

This resolution is approved by unanimous written consultation of the shareholders.

Seventh resolution

The Annual general meeting, noting that all the directors' terms of office expire at the end of this meeting to be called in 2031 to approve the financial statements for the year ending December 31, 2024, appoints as of the date hereof and for a term of six years, the following directors to serve until the close of the Annual general meeting to be called in 2031 to approve the financial statements for the year ending December 31, 2030 Messrs André Tyan, Jean-Marc Dautriat, Adel Kassar, Walid Daouk, Georges Andraos, Sylvain Petit, Henri le Compasseur Crequi Montfort de Courtivron, as well as Fransabank SAL and BPCE International (...)

This resolution is approved by unanimous written consultation of the shareholders.

Eighth resolution

Full powers are granted to the bearer of certified copies or extracts from those minutes to fulfil all legal formalities.

This resolution is approved by unanimous written consultation of the shareholders.

PUBLICATION ON DORMANT BANK ACCOUNTS

All credit institutions are required to publish information on dormant bank accounts on an annual basis under Articles L. 312-19 and L. 312-20 of the French Monetary and Financial Code, as introduced by the French Act No. 2014-617 of 13 June 2014 on dormant bank accounts and unclaimed life insurance accounts. Also known as the "Eckert Act", it entered into force on 1 January 2016.

In 2024, 1 dormant bank account was closed and the total amount deposited with the Caisse des Dépôts et Consignations came to EUR 8,516.90.

3 bank accounts were identified as dormant at end of December 2024, representing an estimated total of EUR 672,530.95.

04

Reseau du Groupe

Group Network



RÉSEAU DU GROUPE GROUP NETWORK

FRANCE

Fransabank (France) SA

Siège Social & Agence Principale

104, Avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, France

Tél : (33) 1 53 76 84 00

Fax : (33) 1 45 63 57 00

Swift : FRAF FR PP

Site Web : www.fransabank.fr

Email : info@fransabank.fr



RÉSEAU DU GROUPE GROUP NETWORK

LIBAN

Fransabank SAL

Siège Social & Agence Principale

Centre Fransabank, Hamra, Beyrouth, Liban B.P. : 11-0393 Riad El Solh, Beyrouth 1107 2803 - Liban

Tél : (961) 1 34 01 80 / 8 - (961) 1 74 57 61 / 4

Fax : (961) 1 35 45 72

Swift : FSAB LB BX

Site Web : www.fransabank.com

Email : fsb@fransabank.com

Centre d'Appel : (961) 1 73 40 00

Nombre d'agences: 36

BLC Bank SAL (Filiale de Fransabank SAL)

Siège Social & Agence Principale

Imm. BLC Bank, Rond - point Adlieh, Beyrouth, Liban B.P. : 11-1126 Beyrouth - Liban

Tél : (961) 1 38 70 00

Fax : (961) 1 61 69 84

Swift : LICO LB BX

Site Web : www.blcbank.com

Email : info@blcbank.com

Nombre d'agences: 16

ALGÉRIE

Fransabank El Djazaïr SPA

Siège Social & Agence Principale

Résidence des Pins, Bâtiment A, Lot N°994, Section N°04, Cheraga - Alger

Tél : +213 021 999 200

Fax : +213 021 999 207

Swift : FSBK DZ AL

Site Web : www.fransabank.dz

Email : info@fransabank.dz

Nombre d'agences : 24

RÉSEAU DU GROUPE GROUP NETWORK

SOUDAN

United Capital Bank

Siège Social & Agence Principale

Plot 411, Bloc 65, Rue Mamoun Beheiry, Sud du "Green Square" - B.P. : 8210 Al Amarat, Khartoum, Soudan

Tél : [249] 183 24 77 00

Fax : [249] 183 23 50 00

Swift : CBSK SD KH

Site Web : www.ucb-sd.com

Email : customercare@ucb-sd.com

Nombre d'agences : 3

CÔTE D'IVOIRE (ABIDJAN)

Fransabank SAL

Bureau de Représentation

Plateau - Rue du Général de Gaulle, Section CP - Parcelle 85

Immeuble SCI TITANIUM - Lot B37, Abidjan, Ivory Coast

Tél : (225) 07 57 07 42 75

Email : mohammad.mokhader@fransabank.com

